

Agrégation

**RÉGIMES
ET MOUVEMENTS
AUTORITAIRES
EN EUROPE
1918-1939**



Sous la direction de
Marie-Bénédicte Vincent



Agrégation

Régimes et mouvements autoritaires en Europe, 1918-1939

Ouvrage collectif sous la direction de Marie-Bénédicte Vincent

Matthieu Boisdron
Paul Dietschy
Diego Diletto
Fabrice Jesné
Audrey Kichelewski
Étienne Kogan
Barbara Lambauer
Frédéric Le Moal

Catherine Maurer
Manuelle Peloille
Christophe Poupault
Baptiste Roger-Lacan
Charlotte Soria
Stanislav Sretenovic
Nadia Vargaftig
Marie-Bénédicte Vincent



ISBN 9782340-116351

Dépôt légal : juillet 2026

©Ellipses Édition Marketing S.A.
8/10 rue la Quintinie 75015 Paris



Le Code de la propriété intellectuelle et artistique n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

Constitutrices et contributeurs de l'ouvrage

Matthieu Boisdron est docteur en histoire contemporaine (Sorbonne Université), chargé d'enseignement à Nantes Université. Ses recherches portent sur l'histoire politique de la France, des relations internationales et de l'Europe centrale et orientale (en particulier la Hongrie et la Roumanie).

Paul Dietschy est professeur d'histoire contemporaine à l'université Marie et Louis Pasteur (Besançon) et membre du Centre Lucien Febvre. Il est rédacteur de la revue *Football(s). Histoire, culture, économie, société*.

Diego Dilettoso est docteur en histoire contemporaine et chargé de cours à CY Cergy Paris Université. Ses recherches portent sur les réseaux intellectuels, politiques et transnationaux de Carlo Rosselli et du mouvement antifasciste Giustizia e Libertà.

Fabrice Jesné est maître de conférences HDR en histoire contemporaine à Nantes Université et membre du CRHIA. Il a exercé les fonctions de directeur des études à l'École française de Rome et est l'auteur de travaux relatifs à la politique balkanique de l'Italie libérale et à l'administration de la diaspora italienne par le fascisme.

Audrey Kichelewski est maîtresse de conférences en histoire et civilisation polonaises, à l'INALCO, rattachée au CREE (Centre de Recherche Europe-Eurasie). Elle co-dirige également la *Revue d'histoire de la Shoah*. Elle est l'autrice de plusieurs livres sur l'histoire et la mémoire de la Shoah en Pologne.

Étienne Kogan est doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne Europe en cotutelle avec l'Universitat Autònoma de Barcelona sous la direction de Sophie Baby et de David Alegre Lorenz. Il travaille sur l'histoire sociale et culturelle des combattants et perpétrateurs franquistes.

Barbara Lambauer est historienne, agrégée et chercheuse partenaire de l'UMR SIRICE (Sorbonne Université). Elle a publié plusieurs travaux sur les politiques de collaboration, de répression et de persécution de l'Allemagne nazie en Europe.

Frédéric Le Moal est docteur en histoire (Paris-IV Sorbonne) et professeur au Lycée militaire de Saint-Cyr et à l'Ircm-Angers. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'Italie pour la période du fascisme et sur la papauté à l'époque contemporaine.

Catherine Maurer est professeure d'histoire contemporaine à l'université de Strasbourg, membre de l'UMR ARCHE et membre honoraire de l'Institut Universitaire de France. Ses recherches portent notamment sur l'histoire des universités et des bibliothèques dans l'Europe nationale-socialiste.

Manuelle Peloille est normalienne, agrégée d'espagnol, et professeur à l'Université d'Angers. Elle est spécialiste des idées politiques de l'Espagne contemporaine et travaille sur l'histoire politique de l'Espagne contemporaine.

Christophe Poupault, agrégé et docteur en histoire, est professeur en CPGE au lycée Frédéric Mistral d'Avignon. Il est chercheur associé au Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine de l'Université Côte d'Azur.

Baptiste Roger-Lacan est agrégé et docteur en histoire. Chercheur associé à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, il travaille principalement sur l'histoire politique et intellectuelle de la contre-révolution en Europe et aux États-Unis.

Charlotte Soria est agrégée et docteure en histoire contemporaine, chercheuse associée au laboratoire Sirice (Sorbonne Université). Ses recherches portent sur l'histoire sociale du régime nazi.

Stanislav Sretenovic est docteur en Histoire et Civilisations de l'Institut Universitaire Européen de Florence (Italie) et directeur de recherches à l'Institut national d'histoire contemporaine. Il enseigne à la Faculté des Sciences politiques, Belgrade (Serbie) et est membre de SIRICE (CNRS, Université Paris 1 et Sorbonne Université) et ISP (CNRS, Université Paris Nanterre et ENS Paris-Saclay). Il est spécialiste des relations internationales et ses champs de recherche et d'intérêt portent sur l'Europe centrale et balkanique.

Nadia Vargaftig est maîtresse de Conférences en histoire contemporaine à l'Université de Reims Champagne-Ardenne, membre du Centre d'études et de recherche en histoire culturelle (CERHIC, UR 2616). Ses travaux actuels portent sur les relations culturelles coloniales et post-coloniales entre le Portugal contemporain et ses (anciennes) colonies africaines, en particulier dans le domaine des collections muséales.

Marie-Bénédicte Vincent est professeure des Universités en histoire contemporaine à l'Université Marie & Louis Pasteur et chercheuse au Centre Lucien Febvre (UR 2273) à Besançon. Elle est spécialiste de l'histoire de l'Allemagne au XXe siècle et notamment du nazisme.

Introduction

Marie-Bénédicte Vincent

En août 1938, le maréchal Horthy, régent de Hongrie, fait une visite d'État en Allemagne. Il se rend à Berlin, mais aussi à Kiel : une photographie de propagande allemande le montre aux côtés de Hitler dans une voiture quittant la gare pour visiter les chantiers navals¹. Ce cliché célébrant les bonnes relations entre les deux chefs d'État et leur convergence dans les politiques de réarmement révisionnistes introduit aux enjeux d'histoire traités dans cet ouvrage : les mouvements et régimes autoritaires de droite et d'extrême droite dans l'Europe de l'entre-deux-guerres peuvent-ils être analysés ensemble compte tenu de leurs rapprochements ? Ceux-ci sont à la fois idéologiques comme contre-propositions face à la démocratie libérale et au communisme et politiques dans les alliances nouées.

Ces enjeux appellent un traitement historiographique d'une part, car ils mobilisent des catégories d'histoire et de science politique – le totalitarisme, le fascisme, l'autoritarisme notamment –, empirique d'autre part, car les enquêtes doivent prendre appui sur la connaissance de situations concrètes et complexes, qui ne se laissent pas toujours subsumer sous une seule catégorie. Le présent ouvrage tente précisément de relever ce défi : ne pas rester dans une démarche uniquement descriptive des événements, si importante soit elle dans la discipline historique, et nourrir une réflexion transversale aux divers cas.

Cette réflexion peut s'articuler autour de trois questionnements. Le premier porte sur les spécificités du terrain européen et de la chronologie 1918-1939 ; le deuxième a trait aux différences et malgré tout interactions entre autoritarismes et fascismes ; le troisième se rapporte aux circulations transnationales à l'œuvre dans l'espace des mouvements et régimes autoritaires de droite et d'extrême droite de l'entre-deux-guerres.

L'entre-deux-guerres comme séquence historique spécifique

Isoler l'entre-deux-guerres comme séquence historique invite à réfléchir à la spécificité de ce moment. En effet, ce découpage chronologique n'est pas celui que retiennent habituellement les analyses historiques disponibles. Nombreux sont les ouvrages traitant des régimes fascistes et autoritaires de l'entre-deux-guerres qui élargissent l'empan à

¹ Bundesarchiv, Bild 183-1990-0518-028 / Fotograf: Bernd Settnik.

1914-1945. Encadré par les deux guerres mondiales, la séquence 1918-1939 a pu être qualifiée de « collision des nations »¹, ou de « violence impériale et mobilisation des nations »². Intégrer la Première Guerre mondiale en amont permet il est vrai de réfléchir aux rivalités coloniales européennes existantes en 1914, de considérer par ailleurs un continuum entre les violences et cultures de guerre et celles de l'après-1918. En aval, la Seconde Guerre mondiale traduit la mise en œuvre des visées révisionnistes et expansionnistes formulées dans l'entre-deux-guerres, et porte à leur radicalisation les mouvements et régimes autoritaires. L'ère des fascismes est définie le plus souvent dans l'historiographie comme allant de 1919 à 1945³. La Seconde Guerre mondiale, avec son déferlement de violences de masse frappant les populations civiles à un niveau inouï et inconnu jusqu'alors, traduirait ainsi l'essence véritable de ces régimes et de leurs alliés.

Alors qu'apporte l'étude de l'entre-deux-guerres en tant que tel, détaché de celle des deux conflits mondiaux ? Tout découpage en histoire invite à la réflexion. Celui-ci appelle sans doute à mettre l'accent sur les phénomènes proprement idéologiques et politiques – l'émergence de nouveaux modèles que sont le communisme en 1917 et le fascisme en 1919, qui tous deux se définissent contre le régime parlementaire libéral sorti vainqueur en 1918 mais qui semble en perte de vitesse et menacé dans l'entre-deux-guerres. On notera que la guerre n'est pas absente de la période, que l'on songe aux guerres des frontières en 1919/1920, à la guerre coloniale au Maroc menée par la France et l'Espagne, à la guerre de conquête italienne en Éthiopie en 1935 ou encore à la guerre civile espagnole de 1936-1939. La guerre avec ses valeurs reste un horizon idéalisé et préparé à moyen ou court terme (par exemple avec le lancement dans l'Allemagne hitlérienne du Plan de Quatre ans en 1936). C'est bien dans un entre-deux-guerres en armes que se déploient les divers autoritarismes européens.

Une idée-force est donc de considérer que l'issue de la Première Guerre mondiale ouvre une nouvelle ère politique. La révolution bolchevique de 1917 qui débouche sur un État se donnant pour objectif d'appliquer le communisme crée un front commun de rejet, qui sert de ciment commun aux droites et extrêmes droites : Horthy comme Hitler se définissent contre le communisme. Les traités de paix et les nouvelles frontières tracées par l'Entente après l'effondrement des empires créent une nouvelle carte politique de l'Europe non acceptée par de nombreux pays. Cette carte alimente des déceptions et donc des revendications si vives et consensuelles dans les populations qui espéraient tant du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes wilsonien qu'elles n'hésitent pas à

-
- 1 Jack L. Schwartzwald, *Europe on the Path to Self-Destruction. Nationalism and the Struggle for Hegemony, 1815-1945*, Jefferson, McFarland and Company, 2022.
 - 2 Lutz Raphael, *Imperiale Gewalt und mobilisierte Nation. Europa 1914-1945*, Munich Beck 2011, réd. Bonn, Bundeszentrale für politische Bildung, 2014.
 - 3 David R. Roberts, *Fascist Interactions. Proposals for a new Approach to Fascism and its Era, 1919-1945*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2016.

vouloir reprendre les armes. Aux côtés ou contre les armées régulières entrent en scène les milices, les corps francs qui refusent la démobilisation et prolongent les expériences combattantes. Les contestations sont très vives dans l'Europe centrale et orientale¹ : la question des minorités dans les États nations nouveaux, les déceptions et les irrédentismes, les rêves d'expansion et leurs justifications données avec des arguments historiques, géographiques, linguistiques, culturels mais aussi économiques sont partagés dans plusieurs États, entre autres la Hongrie, l'Autriche, l'Italie, etc. L'éclairage sur certains pays peu connus du lectorat en France, comme la Hongrie étudiée ici par **Matthieu Boisdrion** ou le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes de 1918 présenté par **Stanislav Sretenovic**, permettent de prendre la mesure des changements de la carte européenne à l'issue du premier conflit mondial et de leurs effets.

Certes le nationalisme est une idéologie antérieure, mais il se trouve reconfiguré par le révisionnisme dans l'après-1918. **Baptiste Roger-Lacan** rappelle qu'il est un produit du XIX^e siècle européen, associé à la contre-révolution. Le nationalisme conjugué à l'antimarxisme et au rejet de la démocratie libérale fabrique une culture politique autoritaire, qui se répand en Europe largement. La place d'honneur des militaires dans les sociétés, y compris dans les pays vaincus comme l'Allemagne où l'armée est restreinte par le Traité de Versailles et le service militaire interdit, découle de cette matrice idéologique. Il n'est pas étonnant que la plupart des chefs des mouvements et régimes autoritaires soient issus des élites militaires traditionnelles. Le premier conflit mondial a engendré plus largement une culture de guerre binaire, qui est transposée dans la vie politique appréhendée en termes manichéens et produisant ce que George L. Mosse a qualifié de « brutalisation » des sociétés européenne². Certes l'expression a fait débat et des limites ont été apportées à cette interprétation. Reste que la thèse d'une culture politique polarisée et violente dans l'entre-deux-guerres reste admise. Dans cette polarisation où les droites et extrêmes droite font front commun contre les gauches et extrêmes gauches, s'intéresser à ce qui soude le premier camp par-delà sa différenciation interne a son intérêt.

Contagion fasciste des régimes autoritaires ou hybridations ?

Une difficulté analytique réside dans l'attractivité de la nouvelle culture politique fasciste au sein des droites autoritaires européennes. La question n'est pas nouvelle. Elle a été traitée dans de nombreux ouvrages de sciences politiques et d'histoire qui ont cherché à approcher la singularité du fascisme. Depuis les années 1980, la tendance

-
- 1 Rainer Bendel (éd.), *Die mittel-osteuropäischen Nationalstaaten nach 1918. Transformationen nach dem Zusammenbruch der Kaiserreiche*, Berlin, LIT, 2019.
 - 2 George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Fayard, 2014.

a été de penser le phénomène fasciste comme une synthèse idéologique, politique et sociale inédite, qui serait devenue un nouveau modèle servant de colonne vertébrale de l'extrémisme de droite dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. Sa dimension révolutionnaire, son ambition totalitaire, sa mobilisation des masses sont autant de traits l'opposant au conservatisme. **Fabrice Jesné** explique dans sa contribution ce qui fait la nouveauté de la culture politique fasciste apparue en Italie en 1919 et la manière dont elle a été appréhendée et conceptualisée jusqu'à aujourd'hui par les historiens. Une fois exposée la spécificité du fascisme par rapport à l'autoritarisme de droite traditionnel, reste à savoir dans quelle mesure une « contagion fasciste » a gagné les mouvements et régimes non fascistes de droite de la période.

Pour répondre, l'historiographie a approfondi plusieurs questions. Une première a été d'examiner les convergences entre le fascisme italien et le national-socialisme allemand, au-delà de l'alliance entre les deux pays (Pacte d'acier en mai 1939, Axe Rome-Berlin en octobre 1939) et des relations entre Mussolini et Hitler¹. En d'autres termes, est-il légitime d'appréhender le nazisme comme fascisme ?² Ce faisant, ne risque-t-on pas de mettre au second plan l'antisémitisme racial et formulé dès le début par le mouvement hitlérien alors que la politique antisémite du régime de Mussolini est initiée « tardivement » en 1938 ? Le génocide des Juifs et les politiques meurtrières à vaste échelle de l'Allemagne hitlérienne résistent à toute comparaison avec des régimes contemporains. **Barbara Lambauer** retrace dans sa contribution la manière dont l'antisémitisme présent dans l'idéologie nazie dicte les politiques immédiatement dès 1933 en Allemagne et en Autriche après l'*Anschluss* en 1938, mais elle montre aussi que l'État corporatiste autrichien mis en place en 1933 comportait déjà des traits antisémites. **Audrey Kichelewski** explique aussi comment dans la Pologne autoritaire des pogromes ont lieu dès 1935 et des mesures antisémites sont adoptées à l'université en 1937. Mettre en perspective le nazisme ne signifie pas méconnaître ses spécificités. La comparaison permet au contraire de mieux cerner les caractéristiques du régime hitlérien.

Des ouvrages importants ont été produits sur des comparaisons ciblées entre les fascismes italien et allemand, notamment ceux de Sven Reichardt sur les milices squadristes et des sections d'assaut³. La catégorie des transferts d'un terrain vers l'autre a été mobilisée avec succès, par exemple pour analyser les organisations de loisirs *Opera Nazionale Dopolavoro* et *Kraft Durch Freude*, ou les campagnes de dons

1 Christian Goeschel, *Mussolini and Hitler The Forging of the Fascist Alliance*, New Haven, Londres, Yale University Press, 2018.

2 Geoff Eley, *Nazism as Fascism. Violence, Ideology and the Ground of Consent in Germany 1930-1945*, Londres, New York, Routledge, 2013.

3 Sven Reichardt, *Faschistische Kampfbünde : Gewalt und Gemeinschaft im italienischen Squadrismus und in der deutschen SA*, Göttingen, Böhlau Verlag, 2009.

organisées par le PNF et la NSDAP¹. Si le concept de totalitarisme produit dans un contexte de guerre froide pour appréhender ensemble stalinisme et fascisme n'est plus guère utilisé aujourd'hui en histoire, l'adjectif totalitaire reste opératoire pour saisir cette spécificité des fascismes par rapport aux autres régimes autoritaires de droite. L'ambition totalitaire, qui consiste à vouloir encadrer, contrôler et mobiliser toute la société, que ce soit dans le parti unique, étudié par **Marie-Bénédicte Vincent** pour l'Allemagne de 1933 à 1939, ou dans la politique d'intégration des ouvriers analysée par **Charlotte Soria**, est visible. Mais l'historiographie insiste aujourd'hui davantage sur les limites à la pénétration totalitaire des sociétés : des milieux apparaissent davantage (ou plus longtemps) immunisés que d'autres et comme terreaux de développement de comportements oppositionnels, si ce n'est résistants, à l'instar de la gauche politique en Italie fasciste et dans l'Allemagne nazie, ou encore du catholicisme politique dans ce dernier pays comme le montre **Catherine Maurer** dans sa présentation de la résistance allemande à Hitler.

Une deuxième direction de recherche a réfléchi à l'application possible de la catégorie de fascisme à la variété des mouvements et régimes en dehors de l'Italie et de l'Allemagne où le concept est opératoire. Comment prendre en compte l'influence de ces deux fascismes sur le continent européen y compris sur des mouvements ou régimes non fascistes ? Cela a pu conduire à établir un étalon, celui du « fascisme générique » et de mesurer l'imperfection des autres expérimentations par rapport à lui. Les classifications ont dès lors fait apparaître des catégories intermédiaires comme régimes « semi-fascistes » ou « para-fascistes », en admettant qu'il y avait une porosité et des imitations à travers les frontières. Mais ces catégories ont le défaut de figer les cas. C'est pour rendre compte des dynamiques sous-tendant les évolutions de l'entre-deux-guerres que la tendance actuelle de l'historiographie est de réfléchir aux phénomènes d'hybridation (au lieu de penser par dichotomie) en acceptant d'emblée la diversité et complexité des régimes autoritaires européens². Le concept d'hybridation permet de penser les effets du fascisme sans classer les régimes les uns par rapport aux autres. Cette manière de réfléchir est féconde comme le prouve la contribution de **Nadia Vargafitig** sur le « nouvel État » de Salazar au Portugal. L'Espagne des années 1920 et 1930 présente un cas intéressant car conjuguant la dictature de Primo de Rivera installée en 1923 et l'essor des idées fascistes lors de la République de 1931 à 1936, comme l'explique **Manuelle Peloille**.

-
- 1 Sven Reichart, Armin Nolzen (Hg.), *Faschismus in Italien und Deutschland. Studien zu Transfer und Vergleich*, Göttingen, Wallstein, 2005.
 - 2 António Costa Pinto, Aristotle Kallis (eds.), *Rethinking Fascism and Dictatorship in Europe*, New York, Palgrave Macmillan, 2014.

Troisièmement, le champ de recherche sur le fascisme, aujourd'hui dynamique, a été fécondé par le tournant global de l'histoire, impulsé par la volonté de déseuropéaniser le sujet et d'étudier les connexions et réseaux fascistes à l'échelle mondiale. Plus que parler des fascismes (malgré la pluralité, on reste dans la juxtaposition), l'historiographie étudie le « fascisme transnational », en étendant parfois la chronologie au-delà de 1945 puisque les réseaux fascistes tissés dans les années 1920 et 1930 perdurent pour une part après la Seconde Guerre mondiale¹. Une nouveauté de ces approches globales du fascisme pour l'entre-deux-guerres a été de relier les expériences européennes et au Japon, par exemple pour la culturelle visuelle fasciste² ou encore pour le soin apporté au corps et à l'hygiène par des idéologies raciales³. De telles connexions passent par toutes sortes de circulations qui sont mises au centre des analyses actuelles.

Focale sur les circulations transnationales dans l'Europe des autoritarismes

Dans le sillage du *transnational turn* en histoire, l'historiographie a mis la focale sur la circulation d'idées, d'acteurs, et de pratiques entre mouvements et régimes autoritaires de droite et d'extrême droite par-delà les frontières nationales. Cette approche a essaimé depuis les années 2010, elle a permis de désessentialiser les régimes et leurs interprétations et notamment la distinction au sein de la nébuleuse fasciste – l'historiographie parle ainsi de « fascisme sans frontières » pour reprendre un titre récent⁴ – d'une part et avec les partis et États non fascistes d'autre part. L'approche transnationale a ainsi pour vertu de dépasser le cadre national qui avait été privilégié dans la recherche dès lors que se déployaient des nationalismes radicaux. À partir d'études assumées comme empiriques, l'idée est de voir ce qui réellement circule et rapproche des régimes jusque-là trop étudiés séparément et pensés comme différents. Partir des expériences permet de rapprocher, ce qui ne veut pas dire penser comme identiques, des cas nationaux. On trouve à l'origine de ce questionnement des échos avec l'essor transnational de l'extrême droite actuellement en Europe⁵.

-
- 1 Matteo Albanese, Pablo del Hierro, *Transnational Fascism in the Twentieth Century. Spain, Italy and the Global Neo-Fascist Network*, Londres (et al.), Bloomsbury, 2016.
 - 2 Julia Adeney Thomas, Geoff Eley (éd.), *Visualizing Fascism. The Twentieth-Century Rise of Global Right*, Durham et Londres, Duke University Press, 2020.
 - 3 Paul Dietschy, Marie-Bénédicte Vincent (dir.), « L'entretien du corps. Objets et pratiques corporels en circulation dans les territoires de l'Axe », dossier thématique dans *Histoires & Représentations*, n° 58, 2024.
 - 4 Arnd Bauerkämper, Grzegorz Rossoliński-Liebe, *Fascism without Borders. Transnational Connections and Cooperation between Movements and Regimes in Europe from 1918 to 1945*, New York, Oxford, Berghahn, 2017.
 - 5 Andrea Mammone, Emmanuel Godin, Brian Jeankins (éds.), *Mapping the extreme Right in Contemporary Europe. From Local to transnational*, Londres, New York, Routledge, 2012.

Parmi les acteurs et actrices variés qui circulent dans l'Europe des autoritarismes entre 1918 et 1939, il n'y a pas que des leaders et militants politiques. Le présent ouvrage met l'accent sur les voyageurs, auxquels l'historiographie s'est récemment beaucoup intéressée : étudiants, journalistes, artistes, ou simples touristes, ils livrent leurs perceptions des expériences autoritaires et totalitaires à travers des récits, des articles dans la presse et les magazines, et des correspondances, alimentant une réflexion comparative des contemporains¹. Ils contribuent à fabriquer les représentations des expériences étrangères, à l'instar des récits français sur la Grèce de Métaxas présentée par **Christophe Poupault**. Un autre groupe est celui des sportifs, qui au rythme des compétitions européennes, traversent le continent, se font ambassadeurs de leur régime et entrent en relations avec des ressortissants d'autres pays comme le montre **Paul Dietschy** dans sa contribution sur l'Italie fasciste. Dans le cas des exilés antifascistes italiens, **Diego Diletto** explique comment la dimension politique (fuir la répression en quittant l'Italie) se conjugue à une dimension économique et sociale de la migration de travail vers la France, qui est antérieure à l'avènement du fascisme.

Parmi ces acteurs qui circulent, on compte des femmes, même si l'historiographie est encore peu prolixe à leur sujet. Étudier les connections transnationales fascistes par le prisme du genre est une initiative de recherche récente². Le projet inclut l'étude des femmes comme actrices dans les réseaux politiques et les milices comme la Phalange en Espagne, ou dans les organisations et institutions ou médias servant les propagandes, qu'il s'agisse de journalistes, de traductrices, de cinéastes ou d'artistes dans toute l'Europe. Des portraits ont été esquissés d'agentes du fascisme comme Lisa Sergio pour la radio en Italie. Mais ce questionnement sur le genre porte aussi sur les sujets abordés dans les rencontres et congrès fascistes, comme les conceptions de la famille, les relations entre les sexes ou encore l'eugénisme.

À côté des hommes et des femmes, des idées et théories circulent aussi, souvent via des brochures, des livres traduits, des organes de presse. La traduction du texte antisémite des *Protocoles des Sages de Sion* dans l'entre-deux-guerres en fournit un exemple connu : le texte est traduit en 1920-1921 en allemand et en français. Un domaine bien étudié par l'historiographie est celui de la circulation des idées corporatistes. Antonio Costa Pinto³ montre comment ces idées sont partagées, au-delà de l'Italie fasciste et

-
- 1 Olivier Dard, Emmanuel Mattiati, Christophe Poupault, Frédéric Sallée (dir.), *Voyager dans les États autoritaires et totalitaires de l'Europe de l'entre-deux-guerres : confrontations aux régimes, perceptions des idéologies et comparaisons*, Chambéry, Université Savoie Mont Blanc / Laboratoire LLSETI, 2017.
 - 2 Andrea Germer, Jasmin Rückert (eds.), *Gendering Fascism. Individual Actors, concepts, and transnational connections*, La Haye, Boston, Brill, 2025.
 - 3 Antonio Costa Pinto (éd.), *Corporatism and Fascism. The Corporatist Wave in Europe*, Londres et New York, Routledge, 2017.

de l'Allemagne nazie, par l'Autriche de Dollfuss et Schuschnigg, l'État nouveau du Portugal, la dictature grecque ou celle de Franco. C'est une des composantes du projet d'État franquiste tel qu'il se dessine dans les années de la guerre civile espagnole de 1936-1939 et qu'analyse **Étienne Kogan**. Face aux régimes nouveaux, la papauté réagit et les encycliques produites dans l'entre-deux-guerres, notamment *Divini illius Magistrati* en 1929 et *Mit brennender Sorge* en 1937, présentées dans leur contexte de production par **Frédéric Le Moal**, livrent un exemple de textes circulant en Europe.

Il y a une justification autre que méthodologique à étudier les circulations entre mouvement et régimes autoritaires européens : c'est que l'entre-deux-guerres voit la diffusion de projets ou de concepts d'Europe émanant de divers milieux. Les plus connus sont ceux de l'Allemagne qui portaient sur sa sphère d'influence dans la *Mittel-Europa* (« Europe centrale », concept défini comme un espace sous domination allemande) puis de conquêtes à compter de 1938¹. Les nazis s'appuient précisément sur les réseaux transnationaux décrits plus hauts pour promouvoir un « nouvel ordre » européen, dans lequel les mouvements et régimes amis pouvaient imaginer (à tort) obtenir une place certes en position subordonnée mais compatible avec leurs intérêts nationaux. Le déroulement de la Seconde Guerre mondiale a démontré leur manque de lucidité sur ce point.

Plan adopté

La structuration de l'ouvrage en quatre parties a été élaborée en fonction de tous ces questionnements. Après avoir présenté la matrice idéologique des mouvements et régimes autoritaires de droite, il procède en deux scansions chronologiques en distinguant les années 1920 des années 1930. Les dates pivots de 1922 et 1933 ont d'ailleurs été mises en perspective par les contemporains eux-mêmes comme deux étapes d'une nouvelle voie politique alternative et radicale. La part de l'intégration des populations, la demande et la réponse sociales face à ces nouvelles voies sont traitées en dernière partie. Une chronologie générale clôt l'ouvrage. Dans l'impossibilité d'étudier de manière exhaustive ce vaste sujet, cette introduction prévient d'emblée ses lecteurs que certains mouvements n'ont pas donné lieu à des contributions dédiées – le parti de Mosley en Grande-Bretagne, Rex en Belgique entre autres – et que certains pays ne sont pas traités en tant que tels comme les États baltes. Il est néanmoins à souhaiter que les contributions de l'ouvrage stimuleront la réflexion de chacune et chacun.

1 Johannes Dalfinger, Dieter Pohl (éds.), *A New Nationalist Europe under Hitler. Concepts of Europe and Transnational Networks in the National Socialist Sphere of Influence, 1933-1945*, Londres, New York, Routledge, 2019.

PARTIE I

**Héritages et cultures politiques
autoritaires et fascistes
dans l'entre-deux-guerres**

Une contre-révolution européenne ? Cultures politiques des autoritarismes de droite dans l'entre-deux-guerres

Baptiste Roger-Lacan

À première vue, la contre-révolution paraît bien loin de l'entre-deux-guerres. La notion renvoie plutôt aux luttes politiques, sociales et culturelles qui, de la fin du XVIII^e au XIX^e siècle, accompagnèrent la transformation profonde du continent européen. Elle n'en demeure pas moins difficile à définir tant elle recouvre des réalités différentes. Intellectuellement, elle désigne les élaborations doctrinales extrêmement diverses qui, dès 1789 et tout au long du XIX^e siècle, ont voulu démontrer l'inanité et la perversité de la Révolution française, de ses inspirations (réelles ou supposées) et de ses héritiers. Mais la contre-révolution est loin d'être uniquement théorique. En réalité, elle recouvre d'abord un ensemble de mobilisations très diverses qui persistent tout au long du XIX^e siècle : les contre-révolutionnaires ont été des acteurs à part entière de ce long XIX^e siècle, une réalité de mieux en mieux prise en compte par l'historiographie¹. Entre les doctrines et l'action, la contre-révolution est finalement une culture politique caractérisée par une intransigeance extrême face au libéralisme politique, mais aussi face au socialisme, présentés comme les deux faces d'un même héritage honni, celui de la Révolution française². Elle est également sous-tendue par un ensemble de mythes et de récits qui viennent donner une forme émotionnelle – presque sensible – au refus de la rupture révolutionnaire et de ses conséquences.

1 Bruno Dumons, Hilaire Multon (dirs.), *Blancs et contre-révolutionnaires en Europe : espaces, réseaux, cultures et mémoires, fin XVIII^e-début XX^e siècles, France, Italie, Espagne, Portugal*, Rome, École française de Rome, 2011.

2 Alexandre Dupont, « Une extrême droite du 19^e siècle ? Quand la contre-révolution mobilisait en Europe », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 152, 2022, p. 23-42.

Malgré son intense activité, la contre-révolution politique connaît un coup d'arrêt continental dans les années 1870 : la chute des États pontificaux en septembre 1870, les erreurs répétées du comte de Chambord, prétendant légitimiste, en France¹, ou l'échec du troisième soulèvement carliste en 1876² sont autant de revers décisifs. S'il reste des organisations politiques résiduelles, celles-ci sont fragilisées par l'essoufflement des mobilisations. Elles sont également concurrencées par l'ascension du nationalisme et de certaines formes de conservatisme qui participent à la domestication du legs contre-révolutionnaire dans le jeu parlementaire³. Ce processus est particulièrement marqué en France où la consolidation du régime républicain dans les années 1880 autant que les mutations profondes des droites entre la crise boulangiste et l'affaire Dreyfus contribuent à marginaliser les anciens mouvements contre-révolutionnaires.

À l'échelle européenne, la Première Guerre mondiale aurait achevé ce processus en contribuant à l'effacement politique des forces sociales qui incarnaient la contre-révolution, notamment la noblesse terrienne et le clergé.⁴ La Grande Guerre aurait marqué la fin de la « persistance de l'Ancien Régime » en Europe. Bien évidemment, la situation varie d'un pays à l'autre : le déclin de la noblesse peut être plus ou moins brutal⁵, mais, dans l'Europe entière, les castes qui dominaient le continent depuis des siècles cèdent la place à de nouvelles élites. Dans ces conditions, la cause serait entendue : la contre-révolution quitterait la scène d'autant plus vite que les forces sociales qui la portaient seraient fragilisées.

La réalité est néanmoins beaucoup plus nuancée, comme le souligne Arno Mayer dans les dernières lignes de la *Persistance de l'Ancien Régime* : « Il fallut les deux guerres mondiales – la guerre de Trente Ans du XX^e siècle – pour anéantir et exorciser enfin la présomption féodale et aristocratique qui pesait sur les sociétés civiles et politiques de l'Europe.⁶ »

1 En 1871 puis en 1873, le camp monarchiste, divisé depuis la Révolution de 1830 en deux branches rivales, passe très près de restaurer la monarchie dans le contexte de la défaite militaire et, surtout, de la Commune. Les choix politiques hasardeux du comte de Chambord, petit-fils de Charles X, qui refuse notamment d'accepter le drapeau tricolore finit par empêcher la Restauration.

2 Le carlisme est un mouvement politique espagnol traditionaliste et contre-révolutionnaire, né en 1833 autour de la prétention au trône de Don Carlos María Isidro de Borbón et de ses descendants, défendant la monarchie légitimiste, le catholicisme intégral et les *fueros* (libertés provinciales) contre le libéralisme et le centralisme. Plusieurs soulèvements suivent au XIX^e siècle.

3 Éric Phélippeau, *L'invention de l'homme politique moderne : Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.

4 Marcel Gauchet, *À l'épreuve des totalitarismes*, Paris, Gallimard, 2017 (2010), p. 238.

5 David Cannadine, *The Decline and Fall of the British Aristocracy*, New Haven, Yale University Press, 1990.

6 Arno Mayer, *La Persistance de l'Ancien régime : l'Europe de 1848 à la Grande guerre*. Traduit par Jonathan Mandelbaum, Paris, Flammarion, 1990, p. 316.

Autrement dit, l'entre-deux-guerres n'est pas seulement l'après d'un monde révolu mais un moment d'extrême antagonisme politique et social et ce d'autant plus que la révolution de 1917 et la crainte d'une contagion bolchévique redonnent une acuité aux discours et aux références contre-révolutionnaires mises au service d'un jeu d'analogies et de généalogies anticomunistes : en France, par exemple, la figure du montagnard criminel de 1793 vient se superposer à celle du bolchévique. Dans ces conditions, autant que la persistance de l'Ancien Régime, c'est bien celle de la contre-révolution qu'il faut interroger ou, du moins, d'une culture politique contre-révolutionnaire, qui permet de s'intéresser aux discours et aux sensibilités politiques par-delà le strict cadre partisan¹. Autrement dit, qu'est-ce qui, dans la contre-révolution, se transmet quand commencent à s'effacer ses supports sociaux et partisans ? De fait, dans l'entre-deux-guerres, cette tradition politique ne survit plus guère sous forme partisane – la Communion traditionaliste espagnole fait figure d'exception tandis que l'Action française n'a jamais fonctionné comme un parti – mais se transmet d'abord par la presse ou l'édition.

Reste alors à mesurer ce que devient cette tradition lorsqu'elle se trouve confrontée à une donne politique radicalement nouvelle. Car l'entre-deux-guerres voit émerger une idéologie nouvelle – le fascisme – qui impose ses propres codes, ses propres mythes et ses propres formes de mobilisation tout en revendiquant une rupture radicale avec les autres forces politiques de droite et d'extrême droite – sans que cela soit toujours suivi d'effet. Cette nouvelle donne ne signe pas pour autant la disparition de la contre-révolution : entre les deux, des interactions, des emprunts et des reconfigurations se produisent. Et puis, il existe d'autres formes d'extrême droite, qu'elles soient dans l'opposition aux régimes libéraux du Nord-Ouest de l'Europe ou au pouvoir. Dès lors, une question s'impose : la culture politique contre-révolutionnaire influence-t-elle certains régimes autoritaires de l'entre-deux-guerres, voire les sous-tend-elle en partie ?

C'est à l'aune de ces nouvelles formes d'autoritarisme qui émergent à l'extrême droite que sera d'abord interrogée la pertinence de la notion de contre-révolution. On constatera ensuite la persistance du thème du complot, caractéristique de la culture contre-révolutionnaire, et qui se cristallise alors tout particulièrement autour de l'anti-sémitisme. Enfin, on examinera la diffusion et la reconfiguration de certaines thèses contre-révolutionnaires autour et par la nébuleuse maurrassienne.

1 Serge Bernstein (dir.), *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1999. Le concept de culture politique lui-même a été forgé au début des années 1960 par des politistes actifs au sein de l'école fonctionnaliste structurelle : Gabriel Almond, Sidney Verba, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

1. Peut-on encore parler de contre-révolution à l'ère des chemises noires ?

La pertinence de la notion de contre-révolution dans l'entre-deux-guerres se heurte à la croissance de mouvements autoritaires de droite et d'extrême droite affichant une dimension révolutionnaire¹ – dans le sillage de la recomposition du champ nationaliste identifiée par Zeev Sternhell à partir des années 1880². C'est tout particulièrement le cas du fascisme qui, dès son émergence, revendique la rupture et la régénération. Depuis les années 1940, de nombreux travaux se sont attachés à prendre au sérieux cette auto-désignation³. Sans prétendre à trancher un débat sur la nature (révolutionnaire ou contre-révolutionnaire) du fascisme – d'autant qu'il sera traité par d'autres contributions –, il convient néanmoins de souligner que le fascisme et le nazisme après lui sont très vite indissociables des forces conservatrices, qui voient dans ces mouvements le moyen de préserver les hiérarchies traditionnelles. S'inscrivant dans le sillage d'Arno Mayer⁴, Enzo Traverso souligne à raison le paradoxe fondamental de la « révolution » fasciste : « la contre-révolution fasciste ne se limite pas à « restaurer » l'ancien ordre ; elle “transcende” le passé, prend une dimension moderne, vise à bâtir un ordre social et politique nouveau, agit comme une “révolution contre la révolution”.⁵ »

Ces questions se posent également à propos d'une autre notion controversée : la « révolution conservatrice ». Ponctuellement utilisé avant 1914 par Charles Maurras, cet oxymore est popularisé dans les années 1920 par des intellectuels comme Hugo von Hofmannsthal qui appelle à une réaction contre le mouvement spirituel et politique enclenché depuis la Renaissance et la Réforme⁶. Mais c'est au début des années 1950 qu'elle est diffusée par Armin Mohler. L'itinéraire de ce Bâlois né en 1920 permet de saisir ce que la notion a de problématique : en 1942, il déserte de l'armée suisse pour tenter de s'engager dans la SS. Quelques années plus tard, il soutient sa thèse sous la direction de Karl Jaspers et utilise le concept de « révolution conservatrice » pour désigner une nébuleuse d'intellectuels allemands, parmi lesquels Oswald Spengler ou Ernst Jünger, qui auraient cherché à articuler une volonté de rupture à l'objectif d'une restauration d'un ordre et de hiérarchies que la modernité libérale et le socialisme

1 Hamit Bozarslan, *Walpurgis : Les révolutions de droite ; XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Passés composés, 2026.

2 Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire*, Paris, Éditions du Seuil, 1978

3 Pour un tour d'horizon de la question, cf. Olivier Forlin, *Le Fascisme*, Paris, La Découverte, 2013, p. 215-238.

4 Arno Mayer, *Dynamics of Counterrevolution in Europe, 1870-1956: An Analytic Framework*, New York, Harper & Row, 1971.

5 Enzo Traverso, *La violence nazie Une généalogie européenne*, Paris, La Fabrique, 2002. p. 17.

6 Gilbert Merlio, « Y a-t-il eu une “Révolution conservatrice” sous la République de Weimar ? », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2003, n° 17, 2003, p.123-141.

auraient mis en péril. À partir des années 1980, Louis Dupeux ou Stefan Breuer ont souligné les limites d'un concept qui remplit surtout une fonction apologétique en euphémisant l'extrémisme de ces penseurs : il s'agirait ainsi de dissocier une « bonne » radicalité intellectuelle de la barbarie nazie.

Que l'on parle du fascisme ou de la « révolution conservatrice » – Louis Dupeux préfère le concept de « réaction moderne » et Stefan Breuer celui de « nouveau nationalisme »¹ –, l'opposition entre révolution et contre-révolution apparaît quelque peu forcée. D'une part, ses partisans sous-estiment la radicalité, la violence et l'ambition transformatrice du projet contre-révolutionnaire dès son émergence en ne se concentrant que sur sa dimension conservatrice et restauratrice – qui existe, mais à laquelle il ne peut être limité². D'autre part, la tension apparaît nette si l'on considère que le caractère révolutionnaire de certains autoritarismes de droite – qu'il s'agisse de leur style, de leur ambition de mobiliser les masses ou encore de transformer radicalement l'État – est le plus souvent mis au service de fins contre-révolutionnaires : rejet de la Révolution française et de son héritage ; défense de l'irrationnel contre le rationalisme, l'individualisme ou le matérialisme ; aristocratism prononcé ; défense de l'ordre et de hiérarchies présentées comme naturelles. En dernière instance, il s'agit de réprimer les forces politiques défendant un programme de transformation sociale et les groupes présentés comme leurs alliés (ou leurs maîtres) : Juifs, étrangers et, dans certains pays, francs-maçons.

À côté des mouvements qui revendiquent des moyens révolutionnaires, d'autres forces d'extrême droite charrient des thèmes directement issus de la tradition contre-révolutionnaire, repris et revus au prisme des débats contemporains : l'intégralisme catholique, héritier de l'intransigeantisme du XIX^e siècle³ ; le traditionalisme, attaché à un ordre organique contre l'individualisme de 1789 ; le nationalisme et le militarisme, qui sacralisent le rôle de l'armée face aux forces de gauche présentées comme subversives ; le corporatisme, nourri de la pensée sociale catholique, qui s'oppose aussi bien

1 Louis Dupeux (dir.), *La « Révolution conservatrice » dans l'Allemagne de Weimar*, Paris, Kimé, 1992 ; Stefan Breuer, *Anatomie de la Révolution conservatrice*, traduit par Olivier Mannoni, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1996.

2 Clément Weiss, « Les chevaliers revenants ou la matrice aristocratique », in Baptiste Roger-Lacan (dir.), *Nouvelle histoire de l'extrême droite*, Paris, Éditions du Seuil, 2025, p. 23-40 ; Andoni Artola, « La défaite de l'ultraroyalisme », *idem*, p. 41-53.

3 L'intégralisme catholique est une doctrine selon laquelle la foi catholique doit informer l'intégralité de l'ordre social, politique et juridique, en refusant la séparation de l'Église et de l'État ainsi que la neutralité religieuse de la sphère publique, et en subordonnant le pouvoir temporel aux fins spirituelles définies par l'Église. Cette position s'est notamment cristallisée dans la lutte contre le libéralisme, le modernisme et la sécularisation aux XIX^e et XX^e siècles. Arthur Hérissou, « Une extrême droite catholique au XIX^e siècle ? », in Baptiste Roger-Lacan, *idem*, p. 75-90.

au libéralisme économique qu'au socialisme¹ ; l'antiparlementarisme ; l'agrarianisme, qui oppose à la modernité urbaine le mythe de la terre et de l'enracinement ; l'anti-sémitisme enfin, qui fait du juif le vecteur d'une modernité honnie, qu'elle s'incarne dans le libéralisme ou le socialisme.

Après 1918, ces tendances constituent la grammaire idéologique des autoritarismes de droite et d'extrême droite, confirmant la plasticité de la tradition contre-révolutionnaire et sa capacité à se reconfigurer dans le contexte de l'entre-deux-guerres².

2. L'obsession du complot

Dans l'ouvrage séminal qu'il a consacré à la contre-révolution, Jacques Godechot faisait remarquer que celle-ci était au moins autant affaire d'action que de doctrine – et que ces deux aspects pouvaient du reste fonctionner de manière autonome³. Dès la fin du XVIII^e siècle, le répertoire contre-révolutionnaire est caractérisé par une extrême diversité des thèses, des thèmes et des récits qui sont mobilisés contre la Révolution. Tous les contre-révolutionnaires sont néanmoins convaincus de l'immense potentiel politique de l'écrit. Cette foi est en partie liée à leur compréhension des causes profondes de la Révolution française : « l'anarchie révolutionnaire », selon l'expression d'Hippolyte Taine, aurait été rendue possible par la trop grande indulgence du pouvoir royal vis-à-vis des philosophes⁴. Que cette faiblesse de la monarchie soit le symptôme d'une décomposition des institutions ou de l'activité souterraine de leurs opposants, cette analyse, apparue dès la Révolution, reste dominante plus d'un siècle après⁵. Dans ces conditions, et en plus des discours favorables à la censure qui pullulent des milieux catholiques intransigeants jusqu'à l'extrême droite nationaliste, l'écriture – et en particulier l'écriture de l'histoire – est investie d'un pouvoir à la fois correcteur et restaurateur.

1 Olivier Dard (dir.), *Le corporatisme dans l'aire francophone au XX^e siècle*, Berne, Berlin, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

2 Baptiste Roger-Lacan, *Le Roi, une autre histoire de la droite*, Paris, Passés Composés, 2025, p. 191-280.

3 Jacques Godechot, *La contre-révolution : doctrine et action 1789-1804*, Paris, Presses universitaires de France, 1984 (1961), p. 149.

4 Sylviane Albertan-Coppola, « La réaction de l'apologiste Barruel à la Révolution française », in Jean Sgard, *L'Écrivain devant la Révolution (1780-1800)*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1990, p. 181-191 ; « L'évolution du regard des apologistes catholiques sur l'Encyclopédie : Chaumeix, Bergier et Barruel », *Recherches sur Diderot et sur l'Encyclopédie*, vol. 56, n° 1, 2021, p. 101-117. Philippe Münch, « De l'autorité et la Révolution. Une alternative paradigmatique au discours antiphilosophique », *Tangence*, n°106, 2014, p. 51-66.

5 Philippe Münch, *Le pouvoir de l'ombre. Complot et révolution (1789-1801)*, Paris, Éditions Divergences, 2022. Jean-Baptiste Amadiou, « La littérature française censurée par le Saint-Siège, depuis la Restauration jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale », Laurent Martin (dir.), *Les censures dans le monde*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 17-30.

Cette littérature contre-révolutionnaire est caractérisée par une esthétique du dévoilement qui doit faire apparaître les causes profondes, et bien souvent occultes, des bouleversements qui ont ébranlé l'ordre traditionnel. Deux groupes sont particulièrement ciblés par ces discours : les francs-maçons et les Juifs. Si l'abbé Barruel a été l'un des premiers à élaborer la matrice du complotisme antimaçonnique, celui-ci gagne en importance tout au long du XIX^e siècle. En 1869, elle devient la base d'un nouveau récit antisémite qui, sous la plume de Roger Gougenot des Mousseaux, un légitimiste ultramontain, fait des Juifs un groupe animé par une volonté de domination mondiale qui passerait par la soumission de l'Occident chrétien¹. Repris par Édouard Drumont, il contribue à l'enracinement, au sein du nationalisme radical des années 1880-1890, de récits qui participaient des cultures politiques contre-révolutionnaire et catholique intransigeante. Cette synthèse est notamment développée par *L'Action française* qui désigne les Juifs comme l'un des quatre États confédérés, aux côtés des francs-maçons, des protestants et des métèques, accusés de s'employer à soumettre les Français en profitant d'un régime à la fois faible et décadent : la République.

À l'échelle européenne, l'effondrement des empires entre 1917 et 1918 donne un nouvel élan aux discours complotistes. La révolution d'Octobre est rapidement vécue dans les milieux conservateurs comme une réplique paroxystique de la Révolution française, d'autant que les révolutionnaires russes jouent de leur côté de cette analogie². Les révolutions spartakiste ou hongroise nourrissent la peur d'une contamination révolutionnaire à l'échelle du continent. En parallèle, l'effondrement de nombreuses monarchies européennes, l'émancipation des minorités juives d'Europe orientale consacrée par les traités, l'ordre wilsonien et la Société des Nations apparaissent comme l'aboutissement international des principes libéraux honnis depuis un siècle. Bref, face à ce qu'ils perçoivent comme une alternative entre la Charybde bolchévique et la Scylla libérale, certains auteurs entendent trouver une cause unique et cachée à ce qu'ils perçoivent comme le désordre du monde. Si la franc-maçonnerie reste une cible, notamment en France et en Espagne c'est la figure du Juif qui, désormais, est investie d'un rôle pivot : le mythe du judéo-bolchévisme soude en un seul récit la hantise de la révolution et celle de la conspiration.

1 Emmanuel Kreis, *Quis ut Deus ? Antijudéo-maçonnisme et occultisme en France sous la III^e République*, Paris, Les Belles Lettres, 2017, p. 39-83.

2 Alexandre Tchoudinov, « La Révolution française dans le discours politique des bolcheviks : le cas de Nicolaï Loukine », *Annales historiques de la Révolution française*, vol. 387, n° 1, 2017, p. 9-30 ; Tamara Kondratieva, *Bolcheviks et Jacobins*, édition revue pour le centenaire de la Révolution d'Octobre 1917, Paris, Les Belles Lettres, 2017 (1989) ; Jay Bergman, *The French Revolutionary Tradition in Russian and Soviet politics, Political Thought, and Culture*, Oxford, Oxford University Press, 2019.

C'est cette convergence à laquelle la diffusion des *Protocoles des Sages de Sion* donne une surface médiatique continentale dans les années 1920¹. Vraisemblablement composé par la police tsariste vers 1903, ce texte commence à être diffusé après 1905. Reprenant le canevas d'un texte écrit par un opposant à Napoléon III, il prétend retranscrire les délibérations secrètes d'un gouvernement juif mondial. De ce fait, les *Protocoles* reprennent un vieux principe de la rhétorique antisémite : c'est par une supposée monstration documentaire (reposant évidemment sur des faux) que le complot juif se donne à voir². Et celui-ci serait ancien : « Rappelez-vous la révolution française à laquelle nous avons donné le nom de “grande” ; les secrets de sa préparation nous sont bien connus, car elle fut tout entière l'œuvre de nos mains.³ »

Jusqu'à la Révolution de 1917, les *Protocoles des sages de Sion* circulent surtout en Russie. Ce sont des officiers des armées blanches, pour la plupart issus de la Centurie noire, un mouvement nationaliste, antisémite et monarchiste apparu en Russie après la Révolution de 1905, qui diffusent alors le texte en Europe dans le dessein explicite de rallier l'Europe occidentale à leur combat antibolchevique. La synchronie entre la révolution d'Octobre et la déclaration Balfour de novembre 1917 fournit aux propagateurs du faux une aubaine inespérée : le texte semble livrer d'un seul coup la clef du bolchevisme et celle du sionisme, confondus dans un même dessein de domination planétaire. Dans leur esprit, la contre-révolution est une affaire de survie.

La circulation du texte est foudroyante. La première version allemande paraît à Berlin en janvier 1920 ; l'anglaise suit presque aussitôt, bientôt relayée par des traductions suédoise, polonaise, hongroise et française. En France, plusieurs traductions différentes paraissent entre 1920 et 1921, symptomatiques d'un activisme antisémite qui touche autant les milieux catholiques intégralistes que les nationalistes proches de *L'Action française*. Le 18 août 1921, le *Times* révèle la supercherie en démontrant que le pamphlet était issu d'un libelle antibonapartiste, mais cela ne ralentit nullement la diffusion : selon la logique tautologique du conspirationnisme, toute réfutation devient la preuve même du contrôle juif de la presse, et donc de la véracité de ce qu'elle prétend démentir. Le réseau qui assure cette circulation est dense et transnational : il relie les Russes blancs exilés à Berlin, Belgrade et New York, l'hebdomadaire américain de Henry Ford le *Dearborn Independent*, des maurrassiens français comme Roger Lambelin. En Grande-Bretagne, le pamphlet est notamment diffusé par Nesta Webster, qui écrit également des livres d'histoire prétendant dévoiler l'existence d'un

1 Nina Valbousquet, *Catholique et antisémite Le réseau de Mgr Benigni (1918-1934)*, Paris, CNRS Éditions, 2020, p.71-111.

2 Pierre-André Taguieff, *Les « Protocoles des sages de Sion » : faux et usages d'un faux*, Paris, Berg International, Fayard, 2004, p. 109-112.

3 *Protocoles des sages de Sion*, édité par Roger Lambelin, Paris, Grasset, 1921, p. 27.

complot juif et maçonnique à l'œuvre en Europe depuis le XVIII^e siècle¹. La logique de nombre des acteurs de la diffusion des *Protocoles* est exemplaire de leurs obsessions proprement contre-révolutionnaires : pour eux, le faux n'apporte pas tant une information nouvelle qu'une confirmation rétrospective. Il prolonge et systématise la conviction, héritée de Barruel et de Drumont, que toutes les révolutions procèdent d'une même main et que la démocratie est intrinsèquement corrompue.

Cette critique radicale de la démocratie libérale – et des socialismes – est commune à tous les acteurs de la diffusion des *Protocoles*. Le conservatisme anticommuniste et l'antisémitisme de Nesta Webster la poussent finalement à devenir une militante ardente du fascisme britannique. C'est également frappant en Allemagne, où Fyodor Winberg, un colonel dans les armées blanches qui avait introduit les *Protocoles* en Allemagne, rejoint « Aufbau » à Munich. Dans ce groupe, des officiers russes blancs côtoient Alfred Rosenberg et Max Erwin von Scheubner-Richter, deux cadres du petit parti national-socialiste.

Autrement dit, l'antisémitisme contre-révolutionnaire à l'œuvre dans ce texte est l'une des matrices des mouvements autoritaires qui émergent dès les années 1920. Ceux-ci puisent également dans une lecture de l'histoire qui consacre l'idée que 1789 constituerait à la fois un tournant et un avertissement pour les lecteurs de l'entre-deux-guerres.

3. Lire contre les Révolutions

L'une des principales évolutions récentes de l'historiographie de la contre-révolution est d'avoir fait émerger comment celle-ci s'inscrivait dans des réseaux transnationaux, qu'il s'agisse des mobilisations armées, des circuits de financement ou encore de la circulation des idées². Cette réalité se maintient bien après l'effacement des contre-révolutions politiques et l'avènement de nouvelles forces politiques à droite et à l'extrême droite. Pourtant, longtemps cette persistance a été assez largement ignorée. D'une part, l'idée que des nationalistes puissent souscrire à des logiques internationalistes avait de quoi dérouter. D'autre part, et singulièrement en France, une partie des historiens tenait les particularités de chaque culture politique nationale pour un obstacle dirimant à toute circulation : c'est la logique, poussée jusqu'à la caricature,

1 Antonino de Francesco, *La guerre de deux cents ans*, Paris, Perrin, 2018, p. 276-279.

2 Alexandre Dupont, *Une internationale blanche : histoire d'une mobilisation royaliste entre France et Espagne dans les années 1870*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2020 ; « Contre-révolutionnaires de tous les pays... Bilan d'étape sur l'internationale blanche », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 61/2, 2020, p. 195-212 ; « Des royalistes aux frontières. Une menace politique transnationale dans les années 1830 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 69, n° 4, 2022, p. 29-53. Simon Sarlin, *Le Légitimisme en armes : histoire d'une mobilisation internationale contre l'unité italienne*, Rome, École française de Rome, 2013.

de la thèse selon laquelle la France aurait été en quelque sorte immunisée contre le fascisme¹. En réalité, c'est tout l'inverse : dans l'entre-deux-guerres, les hommes, les financements et les idées ne cessent de circuler.

Cette dimension transnationale contribue par exemple à asseoir la réputation et l'influence intellectuelles de Charles Maurras bien au-delà des frontières françaises. Malgré les difficultés de l'Action française pendant l'entre-deux-guerres – vieillissement des cadres ; difficultés à appréhender les bouleversements du champ politique français et européen ; condamnation pontificale en 1926 – le mouvement et sa figure de proue conservent une aura singulière qui permette au magistère maurrassien de durer jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Cela étant dit, le maurrassisme peut-il être considéré comme un nouvel avatar de la contre-révolution ? Ne faut-il pas plutôt considérer qu'il s'agit avant tout d'un nationalisme intransigeant qui, par opportunisme, a voulu étendre sa surface médiatique en s'affichant comme royaliste afin de profiter de l'effondrement du mouvement monarchiste français au début du XX^e siècle ? De fait, au départ l'Action française est une petite ligue issue d'une scission de la Ligue de la Patrie française, bastion de la notabilité antidreyfusarde, en 1899. Henri Vaugeois et Maurice Pujo, ses fondateurs, défendent une forme de césarisme républicain d'inspiration barrésienne. Pourtant, en deux ans à peine, de 1900 à 1902, elle vire au royalisme, « conquise » par un poète nationaliste et antisémite, Charles Maurras. Avec habileté, il rallie la revue à sa propre conception du royalisme : le nationalisme mène logiquement à la défense de la monarchie, puisque ce sont les rois qui ont bâti la France, sans cesse affaiblie depuis la Révolution. Il prétend ainsi lever ce qu'il tient pour une contradiction majeure du nationalisme barrésien, paralysé par son refus d'en finir avec la République. De ce point de vue, Maurras n'a pas une vision uniquement instrumentale du royalisme : issu d'une famille de tradition légitimiste et très marqué par la culture spécifique du Midi blanc, il appelle de ses vœux une monarchie autoritaire qui romprait définitivement avec l'héritage de 1789. Ce royalisme de raison, ancré dans une conception positiviste de l'histoire, l'empirisme organisateur, marque une inflexion par rapport à l'engagement des générations précédentes qui insistaient sur le poids de l'héritage contre-révolutionnaire dans leur fidélité au trône et à l'autel. Pour autant, il ne faudrait pas surévaluer la rupture introduite par le maurrassisme alors que, déjà dans les années 1840, certains légitimistes insistaient sur le rôle de la monarchie dans la construction de la nation².

1 Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

2 Olivier Dard, « Approche nationale et transnationale de l'histoire des extrêmes droites : historiographie et questions de méthode », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2026, n° 43, p.43.

L'influence de Charles Maurras contribue aussi à redonner une pertinence contemporaine à la tradition contre-révolutionnaire. C'est du reste l'un des paradoxes de l'Action française. D'un côté, elle n'a jamais été un mouvement de masse : même dans les départements où elle est bien implantée – comme la Gironde, où elle compte encore 6000 adhérents en 1929, trois ans après la condamnation pontificale – elle ne dépasse jamais la dizaine de milliers de membres¹. De l'autre, elle a une influence intellectuelle qui dépasse largement les milieux royalistes et trouve un écho important dans les milieux conservateurs, catholiques et nationalistes en France, mais aussi à l'étranger². À l'exception de l'espace allemand, où sa rhétorique violemment germanophobe en fait une figure d'adversaire³, Maurras a une influence importante en Europe comme aux États-Unis. Dans certains pays, la condamnation de *L'Action française* et de ses dirigeants par le pape, en 1926, pèse : c'est notamment le cas au Québec où l'influence du quotidien s'éteint⁴. Il est également traduit et lu dans l'espace ibérique. Au début des années 1930, Salazar souligne l'importance de son œuvre tout en se distanciant du « politique d'abord » maurrassien. En Espagne, l'influence du théoricien du nationalisme intégral marque le pas après la condamnation pontificale avant de connaître un important regain après la proclamation de la République en 1931⁵. *L'Action française* participe de la refondation et du réarmement idéologiques de l'extrême droite espagnole jusqu'au déclenchement de la guerre civile à l'été 1936⁶. La réception de Maurras est plus complexe en Italie fasciste où il est par exemple décrit par Mussolini comme un « homme du passé »⁷.

En France comme à l'étranger, l'influence de *L'Action française* sur les cultures autoritaires ne se limite néanmoins pas au seul Charles Maurras. Jacques Bainville jouit par exemple d'une aura considérable dans les milieux conservateurs : le très modéré *Correspondant* le décrit, en 1924, comme le « sage du parti⁸ » royaliste. Ses collaborations avec des journaux comme *La Nation Belge* et surtout la parution d'ouvrages

- 1 Anne-Catherine Schmidt-Trimborn, *La Ligue d'Action française (1905-1936)*, Bern, Peter Lang, 2022.
- 2 Olivier Dard, « L'Action française : une matrice européenne et transatlantique des droites radicales ? » *Studia Historica. Historia Contemporánea*, vol. 30, 2012, p. 27-46.
- 3 Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 76-82.
- 4 Catherine Pomeyrols, « Les intellectuels nationalistes québécois et la condamnation de l'Action française », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 73, 2002, p. 83-98.
- 5 Olivier Dard, *Charles Maurras*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 238-241.
- 6 François Godicheau, Pierre Salmon, Mercedes Yusta, *La guerre d'Espagne (1936-1939) : la démocratie assassinée*, Paris, Tallandier, 2026, p. 83.
- 7 Olivier Dard, « Charles Maurras, le fascisme, la latinité et la Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], n° 95, 2017, (consulté le 10 juin 2026). Didier Musiedlak, « Charles Maurras et l'Italie : histoire d'une passion contrariée », dans Olivier Dard et Michel Grunewald (dirs.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, p. 165.
- 8 Amédée Britsch, « Une nouvelle histoire de France », *Le Correspondant*, n° 1489, 10 octobre 1924, p. 91.

comme *Histoire de trois générations* ou *Histoire de France*, plus grand best-seller de l'édition d'histoire de l'entre-deux-guerres¹, assoient sa réputation de figure intellectuelle du conservatisme autoritaire. Dans les années 1920, le magistère intellectuel maurrassien est également porté par une autre figure, Pierre Gaxotte. Plus jeune que les dirigeants historiques du quotidien royaliste, ce normalien, réformé pendant la Première Guerre mondiale, entre en contact du mouvement en devenant le secrétaire nocturne de Maurras. Dans les années 1920, il s'impose très vite comme une figure clef du dispositif éditorial de l'Action française, qui repose beaucoup sur une maison d'édition : Fayard. Au moment où la rupture avec Georges Valois, qui regrette que Maurras soit insuffisamment fasciste, est consommée, le fait que Pierre Gaxotte dirige à la fois une collection d'histoire, les Grandes Études Historiques, et un hebdomadaire, *Candide*, qui tire à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, contribue à perpétuer l'influence des idées maurrassiennes – et en particulier de son discours sur l'histoire².

L'influence de Pierre Gaxotte augmente à la fin de la décennie lorsqu'en 1928, il publie une *Révolution française* qui, comme l'*Histoire de France* de Bainville, est un immense succès de librairie. En plus de son métier d'éditeur et de directeur de journaux, elle assoit sa réputation d'intellectuel dans les milieux conservateurs, nationalistes et contre-révolutionnaires. Alors étudiant, Robert Brasillach décrit ainsi sa rencontre avec *L'Action française* :

*Cependant, mes premières réflexions politiques ont rencontré l'Action française et Maurras, dès ce temps, et ne les ont plus beaucoup quittés depuis lors. Subitement un monde s'offrait, celui de la raison, celui de la précision, celui de la vérité. Je ne l'avais pas soupçonné en province avant de venir, je le reconnais. D'autre part, un garçon de trente ans, Pierre Gaxotte, publiait son livre sur la Révolution française, où il nous apprenait quelques salubres vérités.*³

Dans son ouvrage, Gaxotte reprend à son compte le canevas argumentaire de *L'Action française* sur le rôle des influences étrangères – notamment britannique et germanique – dans le déclenchement de la Révolution, tout en insistant sur la faiblesse de l'État royal. Mais une dizaine d'années après la révolution d'Octobre, il va surtout jouer de l'analogie entre les deux époques : sous sa plume, la France de 1793 est présentée comme un premier État communiste qui doit permettre de saisir l'horreur de l'Union soviétique. En l'enracinant dans l'histoire séculaire de la contre-révolution, Gaxotte donne une profondeur historique à l'anticommunisme, qui constitue le véritable ciment

1 William Keylor, *Jacques Bainville and the renaissance of Royalist history in twentieth-century France*, Baton Rouge, London, Louisiana State University Press, 1979, p. 327.

2 Baptiste Roger-Lacan, « Pierre Gaxotte, ou l'extrême droite respectable », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 151, 2022, p. 69-88.

3 Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, Paris, Plon, 1950 (1941), p. 27-28.

programmatique des forces de droite et d'extrême droite en Europe dans l'entre-deux-guerres¹. Face à la menace communiste, Pierre Gaxotte affirme la nécessité d'un pouvoir fort, au point de reconnaître à Bonaparte une poigne qui aurait manqué à Louis XVI.

L'autoritarisme de Gaxotte se précise au début des années 1930 lorsque, à l'instigation d'Arthème Fayard, il fonde un second hebdomadaire : *Je suis partout*. Initialement dédié aux actualités internationales, le journal devient à partir de 1932 un point de ralliement pour des jeunes journalistes qui, tout en se vivant parfois comme des dissidents de l'Action française, opèrent néanmoins une fusion entre tradition maurrassienne et fascination pour l'Italie fasciste, voire l'Allemagne nazie. Au cœur des années 1930, le journal tire à 100 000 exemplaires. Rédacteur en chef de *Je suis partout* jusqu'en 1937, Gaxotte, qui ne rompt définitivement avec la jeune garde fasciste qu'il a formée qu'au début de la Seconde Guerre mondiale, ne cesse de reprendre ces analogies contre-révolutionnaires. C'est particulièrement le cas en 1936 où la victoire du Front populaire le pousse à préciser encore son programme – et ses inspirations européennes : « La France passe par où sont passées l'Allemagne et l'Italie. Il n'y a plus place pour les combines ni pour les demi-mesures. Ou la France fera, à sa manière, sa révolution nationale, ou elle sera bolchévisée.² » Sous sa plume, la « révolution nationale » apparaît comme une réaction autoritaire et violente qui permettra d'édifier une société d'ordre, débarrassée du libéralisme, du socialisme et, plus généralement, de l'héritage pernicieux de la Révolution française. Celle-ci constitue du reste une cible récurrente de Gaxotte et de son entourage, jusqu'au cent-cinquantième de 1939, auquel l'hebdomadaire consacre de nombreux articles en présentant cette période comme le début de la soumission de la France aux Juifs.

L'influence de Gaxotte se fait également sentir à l'étranger. En 1932, il fait partie d'intellectuels français invités au Congrès scientifique Volta, en Italie, un événement annuel qui a pour but de faire rayonner le pays en le recentrant dans la vie intellectuelle et scientifique mondiale³. Le jeune historien participe directement de la diffusion de la matrice intellectuelle maurrassienne. Dans les années qui suivent, *La Révolution française* est aussi traduite en italien (1933) et en espagnol (1934). Elle est largement

1 Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers en France, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, p. 78-79. Voir aussi Olivier Dard, Noëline Castagnez, Maxime Launay, Jean Vigreux (dirs.), *L'anticommunisme en France et en Europe – 1917-1991*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025.

2 Pierre Gaxotte, « Ou le bolchevisme ou la révolution nationale », *Je suis partout*, 13 juin 1936.

3 Olivier Dard, « L'Action française : une matrice européenne et transatlantique des droites radicales ? », *loc. cit.* p. 38.

diffusée en Espagne au moment même où les droites et les extrêmes droites espagnoles affirment un programme de refondation autoritaire de la nation espagnole autour du catholicisme et du rejet de l'influence de la Révolution française¹.

Conclusion

Loin de s'effacer avec les forces sociales qui l'avaient longtemps portée, la contre-révolution se transmet, dans l'entre-deux-guerres, sous une forme largement déterritorialisée : il s'agit avant tout d'une culture politique diffusée par la presse, l'édition et l'écriture de l'histoire, mais aussi des cercles militants – notamment les ligues – qui, pour certains, cherchent à former intellectuellement leurs adhérents. De l'antisémitisme conspirationniste des *Protocoles* à la relecture militante de 1789 par Gaxotte, c'est un même répertoire d'images, de récits et d'analogies qui circule par-delà les frontières et alimente notamment l'anticommunisme devenu le ciment des droites radicales européennes. Dans ces conditions, l'entre-deux-guerres est le laboratoire où la contre-révolution se reconfigure pour offrir aux nouveaux autoritarismes naissants une part de leur grammaire idéologique et historique.

Bibliographie

- Hamit Bozarslan, *Walpurgis : Les révolutions de droite ; XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Passés composés, 2026.
- Olivier Dard, *Charles Maurras*, Paris, Armand Colin, 2013.
- Olivier Dard, « L'Action française : une matrice européenne et transatlantique des droites radicales ? » *Studia Historica. Historia Contemporanea*, vol. 30, 2012, p. 27-46.
- Olivier Dard, Noëlline Castagnez, Maxime Launay, Jean Vigreux (dirs.), *L'anticommunisme en France et en Europe - 1917-1991*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2025.
- François Godicheau, Pierre Salmon, Mercedes Yusta, *La guerre d'Espagne (1936-1939) : la démocratie assassinée*, Paris, Tallandier, 2026.
- Emmanuel Kreis, *Quis ut Deus ? Antijudéo-maçonnerie et occultisme en France sous la III^e République*, Paris, Les Belles Lettres, 2017.
- Yves Léonard, *Salazar*, Paris, Perrin, 2024.
- Baptiste Roger-Lacan (dir.), *Nouvelle histoire de l'extrême droite*, Paris, Éditions du Seuil, 2025.
- Nina Valbousquet, *Catholique et antisémite Le réseau de Mgr Benigni (1918-1934)*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

1 François Godicheau, Pierre Salmon, Mercedes Yusta, *La guerre d'Espagne... op. cit.*, p. 118-119.